

Pesticides dans la plaine d'Aunis : la maire de Périgny appelle à « engager une procédure judiciaire »



Marie Ligonnière, maire de Périgny, déplore l'absence de l'agence régionale de santé sur le sujet des pesticides.
© Crédit photo : ROMUALD AUGÉ/SO

Par [Frédéric Zabalza](#)

Publié le 18/10/2024 à 11h57.

Marie Ligonnière, maire de Périgny, déplore l'absence de l'agence régionale de santé sur ce sujet des pesticides. Sa proposition d'engager une procédure judiciaire, exprimée en conseil communautaire, suscite toutefois les réserves d'autres maires de l'Agglomération

Le sujet ne figurait pas à l'ordre du jour mais, quelques jours après les résultats des analyses sur 72 enfants commandées par l'association Avenir Santé Aunis, difficile pour les élus de l'Agglomération de La Rochelle, réunis jeudi 17 octobre en conseil communautaire, de ne pas commenter une actualité qui dépasse leur territoire.

Marc Maigné, maire de Nieul-sur-Mer, livre d'abord son regard de médecin sur les faits : ces molécules retrouvées dans les cheveux et les urines, provenant entre autres de produits pesticides. Certaines molécules sont autorisées, d'autres « interdites en agriculture mais autorisées pour d'autres usages », en médecine vétérinaire ou usage domestique (insecticides).

« Ce qui doit nous interroger, c'est l'effet cocktail de tous ces produits, s'inquiète Marc Maigné, et l'exposition chronique qui entraîne une toxicité. »

« Certains représentants cherchent à entretenir un conflit entre riverains, élus et agriculteurs pour éviter d'aborder le vrai sujet. »

Marie Ligonnière, maire de Périgny, prend le relais pour saluer à la fois la « montée en compétence » de l'association et le courage des agriculteurs « qui veulent ouvrir leurs exploitations et poursuivre la médiation ». Puis le ton se durcit pour pointer l'absence de « certains acteurs » au comité de pilotage pesticides depuis quatre ans. « Où est l'ARS ? », interroge-t-elle. La déclaration de l'agence régionale de santé sur les résultats « pas scientifiques » (" Le Monde ") l'a choquée. « La réponse aurait pu être : c'est une base de données qui va servir à engager des investigations supplémentaires. »

La maire de Périgny déplore aussi l'attitude de la Chambre d'agriculture, dont « certains représentants cherchent à entretenir un conflit entre riverains, élus et agriculteurs pour éviter d'aborder le vrai sujet ». Elle révèle une correspondance du président de la Chambre, Cédric Tranquard, adressée à l'ensemble des agriculteurs à la suite de la publication des résultats. « Le monde agricole a été désigné coupable d'office. La suspicion haute entoure nos pratiques alors même qu'elles sont très encadrées. « Pensez-vous que de tels écrits sont de nature à apaiser le climat ? », réagit-elle, mettant « au défi de trouver le moindre témoignage de l'association ou des élus accusant les agriculteurs ».

Enfin, la juriste de profession estime qu'il y a préjudice. « Je pense qu'il y a désormais matière à réfléchir à engager une procédure judiciaire, même si elle n'est pas fondée, même si elle n'aboutit pas. Il est temps que chacun assume ses responsabilités ».

Une étude à l'échelle du département

Grâce à cette étude, « on sait ce qu'il se passe sur le territoire », constate l'écologiste Jean-Marc Soubeste, d'accord pour interpeller l'État et « aller plus loin dans l'aide aux agriculteurs qui sont dans la transition ».

« *Laisser penser qu'il y a ici un microclimat entretenu par une agriculture irresponsable n'est pas responsable.* »

Didier Roblin, maire d'Yves, émet toutefois une première réserve. Ces molécules sont aussi présentes dans les denrées exportées, « dans la viande argentine », remarque-t-il. David Baudon, maire de La Jarrie, prévient : « laisser penser qu'il y a ici un microclimat entretenu par une agriculture irresponsable n'est pas responsable ». « Il ne faut pas jeter en pâture tout un territoire, qui n'a rien de différent des autres. »

Paul-Roland Vincent, maire de Bourgneuf, suggère d'ajouter au « territoire zéro carbone » la mention « zéro pesticides, ou zéro polluant » pour montrer la volonté politique de la CdA.

Le président Jean-François se souvient d'avoir interpellé l'ancien ministre de l'agriculture, Marc Fesneau. « Depuis, pas de son et pas d'image », confie le maire de La Rochelle, en annonçant que la Ligue contre le cancer va mener une étude à l'échelle de la Charente-Maritime, comme elle l'avait fait pour le secteur de Saint-Rogatien et Périgny.